



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 15 ΙΟΥΝΙΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
162

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

- Ν.Δ. 428. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις κατὰ τὴν 15 Ιανουαρίου 1973 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἐλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν περὶ Ὁδικῶν Μεταφορῶν. 1
Ν.Δ. 431. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Μονρόδιᾳ τὴν 29 Ιουνίου 1973 Συμφωνίας περὶ ἐμπορικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῆς Ἐλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιθερίας. 2
- Περὶ ἔγκρίσεως τροποποιήσεως τῶν ἀρθρῶν 34 καὶ 55 τοῦ Καταρτατικοῦ Χάρτου τῆς Πλατφορμίου 'Οργανώσεως 'Τγείας. 3

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

- Περὶ ἔγκρίσεως τροποποιήσεως τῶν ἀρθρῶν 34 καὶ 55 τοῦ Καταρτατικοῦ Χάρτου τῆς Πλατφορμίου 'Οργανώσεως 'Τγείας. 3

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 428

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις κατὰ τὴν 15ην Ιανουαρίου 1973 ὑπογραφείσης Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἐλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν περὶ Ὁδικῶν Μεταφορῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ 'Ημετέρου' Υπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

"Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἵσχυν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 15ην Ιανουαρίου 1973 Συμφωνία μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἐλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, ἀφορῶσα εἰς τὰς Διεθνεῖς Ὁδικάς Μεταφοράς ἡς τὸ κείμενον ἔπειται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν :

ACCORD

entre le Gouvernement du Royaume de Grèce
et

le Gouvernement du Royaume des Pays - Bas
concernant les transports routiers internationaux

Le Gouvernement du Royaume de Grèce et le Gouvernement du Royaume des Pays - Bas, désireux de réglementer et de faciliter les transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux pays, et le transit à travers leurs territoires, ainsi que les transports entre leurs pays et des pays tiers sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Chacune des Parties Contractantes accorde aux transporteurs de l'autre Partie Contractante le droit de transporter des voyageurs et des marchandises entre les deux pays et en transit à travers leurs territoires par des véhicules immatriculés sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions du présent Accord.

I TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Article 2.

Les transports de voyageurs par autobus et autocars entre les deux pays et en transit par leurs territoires ne sont pas soumis au régime de l'autorisation, sauf ceux prévus à l'article 3.

Article 3.

1. Les lignes régulières d'autobus entre les deux pays ou en transit par leurs territoires sont à agréer d'un commun accord par les autorités compétentes des Parties Contractantes.

2. Les autorités compétentes de chaque Partie Contractante délivrent l'autorisation pour la partie du parcours se trouvant sur leur territoire.

3. La demande d'une autorisation doit être présentée aux autorités compétentes du pays où se trouve le siège du demandeur. La demande doit être accompagnée de la documentation nécessaire (projet d'itinéraire, d'horaire et de tarif, programme d'exploitation annuelle, indication de la date prévue pour le commencement du service).

En outre, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent demander d'autres indications qu'elles jugent utiles.

4. Les autorités compétentes d'une Partie Contractante transmettent les demandes, après leur approbation, aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante.

5. Les autorités compétentes des Parties Contractantes arrêteront d'un commun accord les conditions sous lesquelles les autorisations seront délivrées, notamment la durée de validité.

II TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Article 4.

Pour tous les transports de marchandises entre les deux pays, les transports en provenance de pays tiers, aucune autorisation des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante est exigée. Une telle autorisation est indispensable pour les transports à destination d'un pays tiers.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 5.

Sont interdits les transports internes de voyageurs ou de marchandises effectués entre deux lieux situés sur le territoire d'une Partie Contractante, au moyen d'un véhicule immatriculé sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 6.

Les transports des voyageurs et des marchandises, effectués par les transporteurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie Contractante de tous les taxes et impôts spécifiques les frappant. Les véhicules au moyen desquels lesdites transports se réalisent, sont exonérés sur le territoire de l'autre Partie Contractante de la taxe sur les véhicules automobiles. Cette taxe ne comprend pas les péages pour les routes, les ponts et les tunnels routiers.

Article 7.

Les membres de l'équipage du véhicule peuvent importer en franchise et sans autorisation d'importation leurs effets personnels et l'outillage nécessaire à leur profession pour la durée de leur séjour dans le pays d'importation. Ces articles doivent être réexportés, aucune autorisation n'étant nécessaire.

Article 8.

Les pièces détachées destinées à la réparation d'un véhicule effectuant un transport visé par le présent accord sont admissibles en franchise de droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation, à condition d'être placées sous le couvert d'un titre d'admission temporaire. Les pièces remplacées doivent être réexportées ou détruites sous le contrôle du service des douanes.

Article 9.

Les carburants contenus dans les réservoirs des véhicules routiers sont exonérés des taxes de douane et de toutes taxes et impôts.

Article 10.

La réglementation interne de chaque Partie Contractante s'applique à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le présent Accord.

Article 11.

Au cas où le poids, les dimensions du véhicule utilisé, ou de la marchandise transportée, dépassent le poids ou les dimensions maximales, admises dans le territoire d'une Partie Contractante, il sera nécessaire d'obtenir une autorisation spéciale, délivrée par l'autorité compétente de cette Partie Contractante.

Article 12.

1. En cas d'infraction aux dispositions de cet Accord survenue sur le territoire d'une des Parties Contractantes les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule prennent les mesures prévues à la législation nationale.

2. Les autorités qui prennent une sanction sont tenues d'en informer celles de l'autre Partie Contractante, si une telle information est demandée.

Article 13.

Les Parties Contractantes se font connaître les services compétents pour prendre les mesures définies par le présent Accord et pour échanger tous les renseignements nécessaires, statistiques ou autres.

Article 14.

1. Pour permettre la bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties Contractantes in-

stituent une Commission mixte composé des représentants des autorités compétentes des deux Parties Contractantes.

2. Ladite Commission se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

3. Les conclusions de la Commission Mixte sont soumises à l'approbation des deux Parties Contractantes, s'il en est ainsi décidé par ladite Commission.

Article 15.

Les modalités d'application du présent Accord seront réglées par les autorités compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 16.

1. Cet Accord sera approuvé conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux Etats et entrera en vigueur à la date de l'échange de notes par la voie diplomatique, faisant part de cette approbation.

2. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas cet Accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

3. Cet Accord est valable un an à partir de la date de sa mise en vigueur et sera prolongé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes, faite six mois au minimum avant l'expiration de sa validité.

Cet Accord paraphé à Athènes le 31 mars mil neuf cent soixante douze, en deux exemplaires originaux, en langue française, a été signé à Athènes le 15 janvier mil neuf cent soixante treize.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas.

Συμφωνία μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως του Βασιλείου των Κάτω Χωρών ἀφορώσα εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφοράς.

Η Κυβέρνησις του Βασιλείου της Ελλάδος και η Κυβέρνησις του Βασιλείου των Κάτω Χωρών ἐπιθυμοῦσαι ὅπως διευθετήσουν και διευκολύνουν τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ταξιδιωτῶν και ἐμπορευμάτων μεταξύ τῶν δύο Χωρών και τὴν διέλευσιν μέσω τῶν ἐδαφῶν των ὡς και τὰς μεταφορὰς μεταξύ τῶν Χωρών των και τρίτων Χωρῶν, συνεφόνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

"Αρθρον 1.

"Εκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν παρέχει εἰς τοὺς μεταφορεῖς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τὸ δικαίωμα μεταφορᾶς ταξιδιωτῶν και ἐμπορευμάτων μεταξύ τῶν δύο Χωρών και διελεύσεως μέσω τῶν ἐδαφῶν των δὲ ὁχημάτων ἐγγεγραμμένων εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

I. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΤΑΞΕΙΔΙΩΤΩΝ

"Αρθρον 2.

Αἱ μεταφοραὶ ταξιδιωτῶν διὰ λεωφορείων και ἐπιβατικῶν αὐτοκινήτων μεταξύ τῶν δύο Χωρών η διὰ μέσου τῶν ἐδαφῶν των δὲν ὑπόκεινται, εἰς καθεστώς ἐγκρίσεως πλήν τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἀρθρῷ 3 μεταφορῶν.

"Αρθρον 3.

1. Αἱ κανονικαὶ γραμμαὶ τῶν λεωφορείων μεταξύ τῶν δύο Χωρών η διὰ μέσου τῶν ἐδαφῶν των ἐγκρίνονται κοινῇ συμφωνίᾳ ἐκ μέρους τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ ἔχαστου Συμβαλλομένου Μέρους παρέχουν τὴν ἐγκρίσιν των διὰ τὸ τμῆμα τῆς διαδρομῆς τὸ εύρισκόμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των.

3. Η αίτησις ἐγκρίσεως δέον δπως ὑποβληθῇ εἰς τὰς ἀρμόδιας ἀρχὰς τῆς Χώρας δπου εὑρίσκεται ἡ ἔδρα τοῦ αἰτοῦντος. Η αίτησις δέον δπως συνοδεύηται ὑπὸ τῶν ἀναγκαίων ἐγγράφων (προτεινομένη διαδρομὴ ὡράριον καὶ διατίμησις, πρόγραμμα ἐτησίας ἐκμεταλλεύσεως, ἐνδείξις τῆς προβλεπομένης ἡμερομηνίας διὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ὑπηρεσίας).

Πέραν τούτου, αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων μερῶν δύνανται δπως ζητοῦν καὶ ἐτέρας ἐνδείξεις, ἀτινας κρίνουν χρησίμους.

4. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους μεταβιβάζουν τὰς αἰτήσεις μετὰ τὴν ἐγκρίσιν των εἰς τὰς ἀρμόδιας ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

5. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ καθορίσουν διὰ κοινῆς συμφωνίας τοὺς ὄρους ὑπὸ τοὺς ὅποιους θὰ χορηγηθοῦν αἱ ἐγκρίσεις καὶ ἴδιας τὴν διάρκειαν ἰσχύος των.

II ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

"Αρθρον 4.

Οὐδεμίᾳ ἀδεια ἀπαιτεῖται ἐκ μέρους τῶν ἀρμόδιων ἀρχῶν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους δι' ἀπάσας τὰς μεταφορὰς ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν, τὰς μεταφορὰς διὰ μέσου τῶν ἐδαφῶν των καὶ διὰ τὰς μεταφορὰς τὰς προερχομένας ἐκ τρίτων Χωρῶν. Τοιαύτη ἐγκρίσις εἶναι ἀπαραίτητος διὰ τὰς μεταφορὰς πρὸς τρίτας Χώρας.

ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

"Αρθρον 5.

Απαγορεύονται αἱ ἐσωτερικαὶ μεταφοραὶ ταξειδιωτῶν ἡ ἐμπορευμάτων αἱ πραγματοποιούμεναι μεταξὺ δύο σημείων εύρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους δι' ὁχήματος ἐγγεγραμμένου εἰς τὸ ἐδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 6.

Αἱ μεταφοραὶ ταξειδιωτῶν καὶ ἐμπορευμάτων, αἱ πραγματοποιούμεναι ὑπὸ τῶν μεταφορέων ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαλλάσσονται εἰς τὸ ἐδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπάντων τῶν δασμῶν καὶ εἰδικῶν φόρων οἵτινες ἐπιβάλλονται ἐπ' αὐτῶν.

Τὰ ὁχήματα διὰ τῶν ὅποιων πραγματοποιοῦνται αἱ ὥς ἄνω μεταφοραί, ἀπαλλάσσονται εἰς τὸ ἐδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους τοῦ φόρου ἐπὶ τῶν ὁχημάτων αὐτοκινήτων. Ο φόρος οὗτος δὲν συμπεριλαμβάνει τὰ διόδια, διὰ ὅδους, γεφύρας καὶ ὁδικᾶς σήραγγας.

"Αρθρον 7.

Τὰ μέλη τοῦ πληρώματος τοῦ ὁχήματος δύνανται νὰ εἰσαγάγουν ἀτελῶς καὶ ἀνευ ἀδείας εἰσαγωγῆς τὰ προσωπικά των εἴδη, καὶ τὰ ἀναγκαῖα εἰς τὸ ἐπάγγελμά των σύνεργα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διαμονῆς των εἰς τὴν Χώραν εἰσαγωγῆς. Τὰ εἴδη ταῦτα δέον δπως ἐπανεξάγωνται ἀνευ τῆς ἀνάγκης οὐδεμίας ἐγκρίσεως.

"Αρθρον 8.

Τὰ μεμονωμένα ἔξαρτήματα τὰ προοριζόμενα δι' ἐπισκευὴν ὁχήματος πραγματοποιοῦντος μεταφορὰν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰσάγονται ἐπὶ ἀπαλλαγῆ δικαιωμάτων καὶ τελῶν εἰσόδου ἀνευ ἀπαγρεύσεων ἡ περιορισμῶν εἰσαγωγῆς ὑπὸ τὸν δρόν δπως ταῦτα καλύπτωνται ὑπὸ τίτλου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς. Τὰ ἀντικατασταθέντα ἔξαρτήματα δέον δπως ἐπανεξαχθοῦν ἡ καταστραφοῦν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς Τελωνειακῆς Ὑπηρεσίας.

"Αρθρον 9.

Τὰ καύσιμα τὰ περιεχόμενα εἰς τὴν ἀποθήκην καυσίμων τῶν ὁχημάτων ἀπαλλάσσονται τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ἀπάντων τῶν τελῶν καὶ φόρων.

"Αρθρον 10.

Ο ἐσωτερικὸς διακανονισμὸς ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ἐφαρμόζεται ἐφ' ἀπάντων τῶν θεμάτων ἃτινα δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Αρθρον 11.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις τοῦ χρησιμοποιουμένου ὁχήματος ἢ τοῦ μεταφερομένου ἐμπορεύματος ὑπερβαίνουν τὸ μέγιστον ὄριον βάρους ἢ διαστάσεων ἐπιτρεπόμενον εἰς τὸ ἐδαφος ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ εἶναι ἀναγκαῖον δπως ληφθῇ εἰδικὴ ἐγκρίσις χορηγουμένη ὑπὸ τῆς ἀρμόδιας ἀρχῆς τοῦ Συμβαλλομένου τούτου μέρους.

"Αρθρον 12.

1. Εἰς περίπτωσιν παραβάσεως τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας ταύτης ἐπισυμβάσης εἰς τὸ ἐδαφος ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς Χώρας ἐγγραφῆς τοῦ ὁχήματος λαμβάνουν τὰ μέτρα τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας.

2. Αἱ ἐπιβάλλουσαι κυρώσεις ἀρχαὶ ὑποχρεοῦνται δπως ἐνημερώσουν τὰς ἀρχαὶ τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐὰν αἰτηθῇ τοιαύτη πληροφορία.

"Αρθρον 13.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀνακοινοῦν εἰς τὰς ἀρμόδιας ὑπηρεσίας αἵτινες θὰ λάβουν τὰ μέτρα τὰ καθοριζόμενα διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἀνταλλάξουν ἀπάσας τὰς ἀναγκαίας πληροφορίας στατιστικὰ στοιχεῖα ἢ ἔτερα.

"Αρθρον 14.

1. Προκειμένου δπως ἐπιτραπῇ ἡ καλὴ ἐκτέλεσις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας, τὰ δύο Συμβαλλομένα Μέρη ἰδρύουν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ἀποτελουμένην ἀπὸ ἀντιπροσώπους τῶν ἀρμόδιων ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Η εἰρημένη Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ αἵτησει ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀλληλοιδιαδόχως ἐπὶ τοῦ ἐδαφος ἐνὸς ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

3. Τὰ πορίσματα τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐγκρίσιν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐὰν τοῦτο ἀποφασισθῇ κατ' αὐτὸν τὸν τρόπον ὑπὸ τῆς εἰρημένης Ἐπιτροπῆς.

"Αρθρον 15.

Οι τρόποι ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ διακανονισθοῦν ὑπὸ τῶν ἀρμόδιων ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

"Αρθρον 16.

1. Η Συμφωνία αὕτη θὰ ἐγκριθῇ συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς διατάξεις τὰς ἴσχυούσας εἰς ἔκαστον τῶν δύο κρατῶν, καὶ θὰ τεθῇ ἐν ἴσχυι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀνταλλαγῆς τῶν διακοινώσεων διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, δι' ὃν ἀνακοινοῦται ἡ ἐγκρίσις αὕτη.

2. "Οσον ἀφορᾷ εἰς τὸ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν η Συμφωνία αὕτη δὲν θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰ μὴ εἰς τὸ ἐν Εὐρώπῃ Βασίλειον.

3. Η Συμφωνία αὕτη ἴσχυει ἐπὶ ἔντος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεώς της ἐν ἴσχυι καὶ θὰ ἀνανεωθῇ σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος ἐκτὸς ἐν περιπτώσει καταγγελίας ἐκ μέρους ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν γενομένης τούλαγχιστον 6 μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνεύσεως τῆς προθεσμίας ἴσχυος της.

Τῇ Συμφωνίᾳ αὕτη μονογραφθεῖσα ἐν Ἀθήναις, τὴν 31ην Μαρτίου 1972, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ὑπεγράφη ἐν Ἀθήναις τὴν 15ην Ιανουαρίου 1973.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ
Βασιλείου τῆς
ΦΑΙΔΩΝ - ANNINOΣ ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου
τῶν Κάτω Χωρῶν
S.E.M. CARL D. BARKMAN

'Αρθρον 2.

'Η ίσχυς τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας ἀρχεται κατὰ τὰ ἐν ἀρθρῷ 16 αὐτῆς δριζόμενα.

'Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Μαΐου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, Η.Δ. ΜΠΑΛΑΟΠΟΤΑΟΣ, ΣΠΤΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΤΣΤ. ΛΑΤΣΟΤΑΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΤΜΠΑΣ, ΣΤΤΑ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΤΛΑΟΥ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΤΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΤ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΠΡΑΙΟΣ, ΧΑΡ. ΓΕΩΡΓΙΟΠΟΤΑΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΤΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΤΑΟΣ.

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαΐου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΔΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 431

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Μονροβίᾳ τὴν 29 Ιουνίου 1973 Συμφωνίας περὶ ἐμπορικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Προτάσει τοῦ 'Ημετέρου Υπουργικοῦ Συμβουλίου ἀπεφάσισαμεν καὶ διατάσσομεν :

"Αρθρον Πρῶτον

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἴσχυν νόμου ἡ ἐν Μονροβίᾳ τὴν 29 Ιουνίου 1973 ὑπογραφεῖσα Συμφωνία περὶ ἐμπορικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας, μετὰ τῶν ἐν αὐτῇ συνημμένων δύο πινάκων, ὃν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλώσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν :

**AGREEMENT ON COMMERCIAL COOPERATION
BETWEEN THE HELLENIC REPUBLIC
AND THE REPUBLIC OF LIBERIA**

The Government of the Hellenic Republic and the Government of the Republic of Liberia in their desire to promote on a mutually profitable basis the commercial cooperation between their respective countries; have agreed as follows :

Article 1.

a) The Contracting Parties shall mutually apply the most favoured nation treatment regarding assessment and payment of custom tariffs; taxes and duties, as well as various formalities for imports; exports and custom clearances concerning goods originating from and produced by the other Contracting Party.

Each Contracting Party will not apply to the goods in transit of the other Party a more onerous treatment than that applied to goods in transit of a third country.

The above mentioned treatment is not applied in the following cases: (I) In the event of privileges granted or to be granted to neighbouring countries, aiming at facilitating traffic of goods between border areas; (II)

In the event of privileges resulting from the participation of one of the Contracting Parties to a customs union or zone of free trade; either existing or to be established in the future.

b) The Contracting Parties; in their desire to further develop trade between them; agree to start negotiations for the granting of mutual tariff concessions permissible by the principles established by the General Agreement on Tariffs and Trade and the obligations assumed by the Hellenic Republic as member of the aforementioned organisation (CATT). Consideration should be given to Part IV of the General Agreement on Tariffs and Trade which provides for the application of special measures in view to promote the trade and economy of developing countries.

Article 2.

The two Contracting Parties will; within the framework of their laws and regulations; help and facilitate the widest possible exchange of goods mentioned in Tables «A» and «B» annexed to the present Agreement which are to be exported from Hellenic Republic of Liberia respectively. The said tables, the contents of which are only indicative, constitute an integral part of the present Agreement.

Article 3.

The Contracting Parties assume, within the framework of their laws and regulations, the obligation to issue import and export licences, according to their actual needs and to facilitate the exchange of goods as provided by the present Agreement.

Article 4.

Within the limits of their laws and regulations, each Contracting Party will in its territory, exempt samples produced in the territory of the other from any tax and duty, provided that the said samples are not destined for trade but to promote orders.

Article 5.

The Contracting Parties assume the obligation to facilitate by all available means for the mutual benefit, the transit of goods of the other Contracting Party through its territory in accordance with its laws and regulations concerning passage of goods in transit.

Article 6.

Each Contracting Party will, within the framework of its laws and regulations, allow the organisation by the other Party of temporary or permanent exhibitions, grant all possible facilities to this effect and encourage every initiative which may contribute to the development of commercial relations between the two countries.

Article 7.

All payments related to commercial exchanges will be effected in a freely convertible currency.

Article 8.

According to the terms of the present Agreement and after previous authorisation by the competent authorities of each Contracting Party, combined operations on imports and exports of goods and services are possible.

In the context of these operations, the competent authorities of each Contracting Party will, in each particular case, consider the possibility of granting credit facilities and will examine any other term necessary for the realisation of such an operation.

Article 9.

While respecting their tariff legislation in force concerning temporary imports, each Contracting Party assumes the obligation to the other Party a temporary exemption from duties and other charges.

Article 10.

The present Agreement is valid for a period of twelve months and will automatically be renewed, for the same period unless one of the Contracting Parties notifies the other of its intention to revoke it, at least three months prior to its expiration.

Article 11.

The provisions of the present Agreement concerning contracts signed before its expiration but not wholly carried out will continue to be applied even after the said expiration.

Article 12.

The present Agreement, according to the constitutional procedure provided for each Contracting Party, will be submitted for ratification or approval. This Agreement will be valid from the date of the exchange of its instruments of ratification or approval. The two Contracting Parties nevertheless agree that this Agreement will be provisionally applied from the date of its signature.

Done in Monrovia, on the twenty-ninth day of June of the year nineteen seventy three, in two original copies in the English language.

For the Government of For the Government of
the Republic of Liberia the Hellenic Republic

LIST «A»

GREEK COMMODITIES AVAILABLE FOR EXPORT
TO LEBERIA

1. Tobacco leaf
2. Cigarettes
3. Fresh fruits
4. Raisins (sultanas and currants)
5. Dried fruits
6. Canned fruit juices
7. Canned fruit and vegetables
8. Salted fish and tinned fish
9. Jams and marmelades
10. Honey in tins, jars or paper jars
11. Tomato paste
12. Cotton
13. Olive oil
14. Olives
15. Wines and other alcoholic beverages
16. Brandy
17. Mineral waters
18. Red pepper
19. Mastic of Chios
20. Colophony
21. Resin oil (Turpentine)
22. Acorns and tanning extracts
23. Vegetable and animal glues
24. Emery
25. Millstones and whetstones
26. Refractory materials
27. Ceramic and porcelain wares
28. Materials for electric installations* (porcelain and glass insulators, transformers, switches and resistances).
29. Glass and glass products (bottles, demijohns, water-glasses, glass for lamps, glass for shop windows etc.)
30. Infrangible glass for watches and other parts for watches
31. Electric accumulators
32. Pocket flash lights and dĕy batteries
33. Rubber and plastic articles, tires and tubes, flexible tubes of the type «HELIFLEX»
34. Sanitary ware
35. Toilet soap, common soap and detergents
36. Yarns and fabrics of cotton, wool, natural and artificial silk and items thereof
37. Cotton threads not put up for retail sale
38. Cotton threads put up for retail sale
39. Outer garments and clothing accessories, under garments, knitting articles, ready-made clothing, socks, stockings, etc.
40. Fishing nets
41. Ropes and cordages of sisal
42. Leather articles
43. Metal articles (iron and steel sheets, concrete reinforcing bars, iron wires, chains, iron and steel pipes and tubes and accessories thereof, valves, bolts and nuts, radiators, safe boxes, saws, shovels and other hand tools, cutlery of all kinds, pins, buckles, household utensils of steel and aluminium. Copper and aluminium wires uncoated, coated wires and cables of copper and aluminium.
44. Office metal furniture (disks, file-cabinets, cardex drawers, etc.)
45. Gas cooking stoves and their accessories
46. Petrol stoves and their accessories
47. Electric, petrol and alcohol heaters and stoves
48. Irons and ventilators, electric
49. Electric refrigerators and ranges
50. Spectacles and spectacles frames
51. Agricultural machinery (ploughs and toothed harrows, animal-drawn or mounted on tractors, seed-ing machines, straw and fodder presses manual handled or mechanical, threshers and ploughshares).
52. Machines for coffee-making, oil extracting, making confectionery products, bakeries, tinmaking machines, bricks and tiles making machines and other industrial machinery.
53. Light trucks for agricultural use
54. Diesel engines and electric motors
55. Centrifugal pumps
56. Pharmaceutical and chemical products
57. Coloring materials, varnished. etc.
58. Printing ink
59. Hunting articles, caps, fuses, etc.
60. Leather and rubber shoes
61. Anti-knock compounds, etc.
62. Yarns and fabrics of man-made fibres
63. Carpets and rugs
64. Tuile and other net fabrics
65. Woolen Blankets
66. Aluminium ingots and articles thereof
67. Buses, autocars, refrigerating trucks
68. Ferronickel
69. Fertilizer
70. Razor blades

LIST «B»

LIBERIAN COMMODITIES AVAILABLE FOR EX-
PORT TO GREECE

1. Rubber
2. Iron Ore
3. Timber
4. Diamonds
5. Agricultural Products
 - Coffee
 - Cocoa
 - Palm Oil
 - Palm Kernel
 - Palm Kernel Oil
 - Palm Kernel expeller cakes
 - Piassava
 - Cassava
 - Tropical fruits

* Revenue Meters, conductors, cables, underground cables, steel structures, towers, electric motors, etc.

6. Fish & Shrimps
7. Explosives
8. Beer & Alcoholic Beverages
9. Paint
10. Nails
11. Marble & Terrazo Tiles
12. Plastic wares
13. Comestics & rubbing alcohol
14. Cigarettes
15. Batteries
16. Matches
17. Brooms & Brushes
18. Furniture
19. Arts & Crafts
20. Tye dye cloth
21. Bleach
22. Insecticides
23. Tyres & rubber products (potential products)
24. Biscuits
25. Petroleum Products and cooking gas
26. Flour
27. Sugar
28. Industrial Soap
29. Plastic & canvas shoes
30. Cement

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΗ- ΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΙΒΕΡΙΑΣ

Η Κυβέρνησις της Ελληνικής Δημοκρατίας και ή Κυβέρνησης της Δημοκρατίας της Λιβερίας, έπιθυμούσαι τὴν προώθησιν τῆς ἐμπορικῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν πρὸς ἀμοιβαῖον αὐτῶν ὅφελος συνεφάνησαν τὰ κάτωθι :

"Αρθρον 1.

α) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐφαρμόζουν ἀμοιβαῖος τὴν ρήτραν τοῦ μᾶλλον εύνοουμένου Κράτους, ὡς πρὸς τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τοὺς φόρους καὶ τὰ τέλη ὡς καὶ τὰς διαφόρους διατυπώσεις εἰσαγωγῆς, ἔξαγωγῆς καὶ ἐκτελωνισμοῦ ἐμπορευμάτων, προελεύσεως καὶ παραγωγῆς τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν δὲν θὰ ἐφαρμόζῃ ἐπὶ τῶν ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων τοῦ ἑτέρου μέρους ἐπαχθεστέραν μεταχείρισιν ἐκείνης, ή ὅποια ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων τρίτης χώρας.

Ἡ ἀνωτέρω μνημονευομένη μεταχείρησις δὲν ἐφαρμόζεται εἰς τὰς ἔξης περιπτώσεις :

1. Ἐπὶ προνομίων, ὡς τὸ ἐν τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν, ἀνεγνώρισεν ἢ μέλει νὰ ἀναγνωρίσῃ εἰς ὅμορους χώρας ἐπὶ τῷ σκοπῷ διευκολύνσεως τῆς μεθαρισκῆς κινήσεως ἀγαθῶν.

2. Ἐπὶ πλεονεκτημάτων ἀπορρεόντων ἐκ τῆς συμμετοχῆς ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν εἰς τελωνειακὴν ἔνωσιν ἢ ζώνην ἐλευθέρων συναλλαγῶν, ὑφισταμένης ἥδη ἢ μελλούσης νὰ συσταθῇ.

β) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ τῶν ὅπως ἀναπτύξουν περαιτέρω τὰς ἐμπορικὰς μεταξὺ τῶν σχέσεις, συμφωνοῦν ὅπως προέλθουν εἰς διαπραγματεύσεις διὰ τὴν ἀμοιβαῖον παραχώρησιν δασμολογικῶν μειώσεων ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τῶν καθορισθεισῶν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου καὶ ὑπὸ τῶν ἀνειλημμένων ὑπὸ τῆς Ελληνικῆς Δημοκρατίας ὑποχρεώσεων ὡς μέλους τῆς προαναφερθείσης δργανώσεως (GATT). Συναφῶς δέσον νὰ λαμβάνηται ὑπὸ δύψιν τὸ Μέρος IV τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου, τὸ ὅποιον προβλέπει τὴν ἐφαρμογὴν εἰδικῶν μέτρων διὰ τὴν προαγωγὴν τοῦ ἐμπορίου καὶ τῆς οἰκονομίας τῶν ἀναπτυσσομένων Χωρῶν.

"Αρθρον 2.

Ἄμφοτερα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, θὰ ὑποβοηθοῦν καὶ θὰ διευκολύνουν, ἐντὸς τῶν ὄριων τῶν ἐσωτερικῶν αὐτῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, τὴν κατὰ τὸ δυνατόν εύρυτέραν ἀνταλλαγὴν ἀγαθῶν, ὡς ταῦτα ἀναγράφονται εἰς τοὺς Πίνακας «A» καὶ «B», οἵτινες ἐπισυνάπτονται τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ οἱ ὅποιοι ἀναφέρουν τὰ δυνάμενα νὰ ἔξαγθοῦν εἰδὴ ἐκ τῆς Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἐκ τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας ἀντιστοίχως. Οἱ ἐν λόγῳ πίνακες, τὸ περιεχόμενον τῶν ὅποιων εἶναι δλῶς ἐνδεικτικόν, ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Αρθρον 3.

Ἐντὸν τῶν ὄριων τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, αὐτῶν ἀμφότερα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐκδίδουν ἀδείας εἰσαγωγῆς καὶ ἔξαγωγῆς, ἀναλόγως τῶν πραγματικῶν ἀναγκῶν αὐτῶν καὶ ὅπως διευκολύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν ἀγαθῶν συμφώνων πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

"Αρθρον 4.

Ἐκαστον τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν, ἐντὸς τῶν ὄριων τῶν ἐσωτερικῶν αὐτοῦ νόμων καὶ κανονισμῶν, ὅφελει, ἐντὸς τῆς ἐδαφικῆς ἐπικρατείας του, νὰ ἀπαλλάξῃ δείγματα ἀτινα παρήχθησαν ἐντὸς τῆς ἐδαφικῆς ἐπικρατείας τοῦ ἑτέρου Συμβαλλούμενου Μέρους, ἀπὸ παντὸς φόρου καὶ τέλους, ἐφ' ὅσον τὰ ἐν λόγῳ δείγματα δὲν προορίζονται διὰ ἐμπορίων ἀλλὰ πρὸς λῆψιν παραγγελῶν.

"Αρθρον 5.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν διπλῶς διευκολύνουν, διὰ παντὸς διαθεσίμου μέσου πρὸς ἀμοιβαῖον διφελος, τὴν διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλούμενου Μέρους διὰ τοῦ ἐδάφους των, συμφώνων πρὸς τοὺς ἴσχυοντας νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς ἐν σχέσει πρὸς τὰ ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐμπορεύματα.

"Αρθρον 6.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν αὐτοῦ θὰ ἐπιτρέπῃ τὴν διοργάνωσιν προσωρινῶν ἢ μονίμων ἐκθέσεων ὑπὸ τοῦ ἑτέρου μέρους, θὰ παρέχῃ ὅλας τὰς δυνατὰς πρὸς τοῦτο διευκολύνσεις καὶ θὰ ἐνθαρρύνῃ πᾶσαν πρωτοβουλίαν συμβάλλουσαν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν.

"Αρθρον 7.

Ἄπασαι αἱ ἀφορῶσαι τὰς ἐμπορικὰς συναλλαγὰς πληρωμαὶ θὰ πραγματοποιῶνται εἰς ἐλευθέρως μετατρέψιμον νόμισμα.

"Αρθρον 8.

Δυνάμει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας δύναται νὰ διενεργῶνται, κατόπιν ἐγχρίσεων τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν ἐκάστου Συμβαλλούμενου Μέρους, συνδεδυασμέναι πράξεις εἰσαγωγῶν καὶ ἔξαγωγῶν ἐπὶ ἐμπορευμάτων ὡς καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

Ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν τοιούτων συναλλαγῶν θὰ ἐξετάζονται, κατὰ περίπτωσιν, ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν, αἱ δυνατότητες παροχῆς πιστωτικῶν διευκολύνσεων ὡς καὶ τυχὸν ἔτεροι δροι, ἀπαραίτητοι διὰ τὴν πραγματοποίησιν τοιούτων πράξεων.

"Αρθρον 9.

Ἐκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος, συμφώνων πρὸς τὸ ἴσχυον δασμολογικὸν καθεστώς αὐτοῦ περὶ προσωρινῶν εἰσαγωγῶν, καὶ ἔξαγωγῶν, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως χορηγῇ εἰς τὸ ἔτερον Μέρος προσωρινὴν ἀπαλλαγὴν ἐπὶ τῶν τελῶν καὶ ἔτερων ἐπιβαρύνσεων.

"Αρθρον 10.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἴσχυει διὰ περίοδον δώδεκα μηνῶν καὶ θὰ ἀνανεώται αὐτομάτως διὰ τὴν αὐτήν περίοδον, ἐκτὸς ἐὰν ἐκ τῶν Συμβαλλούμενων Μερῶν γνωστοποιήσῃ εἰς τὸ ἔτερον, τρεῖς τούλαχιστον μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς αὐτῆς, τὴν πρόθεσιν αὐτοῦ ὅπως καταγγείλῃ ταύτην.

'Αρθρον 11.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἔξακολουθήσουν ἐφαρμοζόμεναι καὶ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν αὐτῆς, ἐπὶ περιπτώσεων συμβολαίων ἀτινα ὑπεγράφησαν ἀλλὰ δὲν ἔξετελέσθησαν πλήρως πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἰσχύος αὐτῆς.

'Αρθρον 12.

'Η παροῦσα Συμφωνία θὰ ὑποβληθῇ εἰς ἐπικύρωσιν ἡ ἔγκρισιν, συμφώνως πρὸς τὴν συνταγματικὴν διαδικασίαν ἐκατέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. 'Η Συμφωνία αὕτη θέλει τεθῇ ἐν ἴσχυΐ ἀμα τῇ ἀνταλλαγῇ τῶν ὄργανων ἐπικυρώσεων ἡ ἔγκρισεως αὐτῆς.

'Ἐν τούτοις, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἡ παροῦσα Συμφωνία τεθῇ ἐν ἴσχυΐ προσωρινῶς ἀμα τῇ ὑπογραφῇ τῆς.

'Ἐγένετο ἐν Μονροβίᾳ, τὴν εἰκοστήν ἐνάτην ἡμέραν τοῦ Ιουνίου 1973 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν ἀγγλικὴν γλώσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἐλληνικῆς
Δημοκρατίας.

ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΕΣΜΑΤΖΟΓΛΟΥ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας
τῆς Λιβερίας
HENRY W. YAIDOO

Π Ι Ν Α Ε Α'.

'Εξακτέων ἐλληνικῶν προϊόντων εἰς Λιβερίαν.

1. Καπνὸς εἰς φύλλα.
2. Σιγαρέττα.
3. Νωπαὶ ὀπώραι.
4. Σταφίς (σουλτανίνα καὶ κορινθιακή).
5. Ἀποξηραμέναι ὀπώραι.
6. Χυμοὶ ὀπώρων ἐν κυτίοις.
7. Ὁπῶραι καὶ λαχανικὰ διατετηρημένα ἐν κυτίοις.
8. Ἰχθύες ἡλατισμένοι καὶ ἐν κυτίοις.
9. Μαρμελάδα καὶ πολτὸς ὀπώρων.
10. Μέλι, εἰς κυτία, εἰς δοχεῖα ἐξ ὑάλου ἡ χάρτου.
11. Τομαστοπολτός.
12. Βάμβαξ.
13. Ἐλαιόλαδον.
14. Ἐλαῖαι.
15. Οἶνοι καὶ οἰνοπνευματώδη ποτά.
16. Ἀπόσταγμα οἴνου (BRANDY)
17. Μεταλλικὰ ὕδατα.
18. Ἐρυθρὸν πέπερι.
19. Μαστίχη Χίου.
20. Κολοφώνιον.
21. Τερεβινθέλαιον.
22. Βάλανοι καὶ δεψικά ἐκχυλίσματα αὐτῶν.
23. Φυτικαὶ καὶ ζωīκαι κόλλαι.
24. Σμύρις καὶ
25. Μυλόπετραι καὶ Σμυριδόπετραι.
26. Πυρίμαχα διλικά.
27. Εἰδὴ ἐκ κεράμου καὶ πορσελάνης.
28. "Γλικὰ δὲ" ἡλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις + μετρηταί, ἀγωγοί, καλώδια, ὑπόγεια καλώδια, κατασκευαὶ ἐκ σιδήρου, πύργοι, ἡλεκτροκινητῆρες κλπ. (μονωτῆρες ἐκ πορσελάνης καὶ ὑάλου, μετασχηματισταὶ, διακόπται καὶ ἀντιστάσεις).
29. "Γαλος καὶ εἰδὴ ἐξ ὑάλου, (φιάλαι δαμιζάναι, ποτήρια, βάλος διὰ λαμπτήρες, βάλος διὰ προθήκας καταστημάτων κλπ.).
30. "Αθραυστος" βάλος διὰ ὥρολόγια καὶ ἔτερα τεμάχια ὥρολογίων.
31. Ἡλεκτρικοὶ συσσωρευταί.
32. Ἡλεκτρικοὶ φανοὶ θύλακος καὶ ἔηρα ἡλεκτρικὰ στοιχεῖα (μπαταρίαι).
33. Πλαστικὰ καὶ ἐλαστικὰ εἰδὴ. Ἐλαστικὰ ἐπίσωτρα αὐτοκινήτων, δεροθάλαμοι καὶ εύκαμπτοι σωλῆνες τύπου HELIFLEX.
34. Εἰδὴ ὑγιεινῆς.

35. Σάπων πολυτελείας, σάπων κοινὸς καὶ ἀπορρυπαντικά.

36. Νήματα καὶ ύφασματα ἐκ βάμβακος, ἔριου, φυσικῆς καὶ τεχνικῆς μετάξης καὶ εἰδὴ ἐξ αὐτῶν.

37. Κλωσταὶ ἐκ βάμβακος μὴ προοριζόμεναι διὰ λιανικὴν πώλησιν.

38. Κλωσταὶ ἐκ βάμβακος προοριζόμεναι διὰ λιανικὴν πώλησιν.

39. Ἐνδύματα καὶ εἰδὴ ἐνδύσεως, ἐσώρρουχα, πλεκτά, ἔτοιμα ἐνδύματα, περιπόδια κλπ.

40. Δίκτυα ἀλιείας.

41. Σχοινία καὶ σπάγγοι ἐκ καννάβεως.

42. Δερμάτινα εἰδὴ.

43. Μεταλλικὰ εἰδὴ (φύλλα ἐκ σιδήρου καὶ χάλυβος, ράβδοι ἐνισχύσεως σκυροδέματος, σύρματα ἐκ σιδήρου, ἀλυσίδες, σωλῆνες ἐκ σιδήρου καὶ χάλυβος καὶ σχετικὰ ἐξαρτήματα, βαλβίδες, κοχλίαι καὶ περιοχλίαι, καλοριφέρ, χρηματοκιβώτια, πρίνια, πτύνα καὶ ἀλλα ἐργαλεῖα χειρός, μαχαιροπήρουνα παντός εἰδους, καρφίτσες, πόρπαι, οίκιακά εἰδὴ ἐκ χάλυβος καὶ ἀλουμινίου. Γυμνὰ σύρματα ἐκ χαλκοῦ καὶ ἀλουμινίου, ἐπενδεδυμένα σύρματα καὶ καλώδια ἐκ χαλκοῦ καὶ ἀλουμινίου.

44. Μεταλλικὰ ἐπιπλα γραφείου (γραφεῖα, φοριαμοί, συρτάρια κλπ.).

45. Κουζίναι φωταερίου μετὰ τῶν ἐξαρτημάτων αὐτῶν.

46. Θερμάστραι πετρελαίου μετὰ τῶν ἐξαρτημάτων αὐτῶν.

47. Θερμάστραι καὶ κουζίναι ἡλεκτρικαί, πετρελαίου καὶ οἰνοπνεύματος.

48. Ἡλεκτρικὰ σίδερα καὶ ἐξαεριστῆρες.

49. Ἡλεκτρικὰ ψυγεῖα καὶ μαγειρεῖα.

50. Ὄμματούλια καὶ σκελετοί αὐτῶν.

51. Ἀγροτικὰ μηχανήματα (ἀρωτρα καὶ φρέζες ἐλκώμενα διὰ ζωīκης ἡ μηχανικῆς δυνάμεως, σπαρτικαὶ μηχαναὶ, πρέσσαι χόρτου καὶ ἀχύρων χειροκίνητοι ἡ μηχανοκίνητοι, ἀλωνιστικαὶ μηχαναὶ καὶ ἡνία).

52. Μηχαναὶ παρασκευῆς καφέ, ἐλαιοπιεστήρια, μηχαναὶ ζαχαροπλαστικῆς, ἀρτοκιβώτια, μηχαναὶ κατασκευῆς λευκοσιδηρῶν δοχείων, μηχαναὶ κατασκευῆς τούβλων καὶ καὶ κεράμων καὶ λοιπά βιομηχανικὰ μηχανήματα.

53. Ἐλαφρὰ φορτηγά δι' ἀγροτικὴν χρῆσιν.

54. Μηχαναὶ ντῆζελ καὶ ἡλεκτροκινητῆρες.

55. Κεντρόφυγοι ἀντλίαι.

56. Φαρμακευτικὰ καὶ χημικὰ προϊόντα.

57. Χρωστικαὶ ούσιαι, βερνίκια κλπ.

58. Τυπογραφικὴ μελάνη.

59. Εἰδὴ κυνηγίου.

60. Υποδήματα ἐκ δέρματος καὶ ἐξ ἐλαστικοῦ.

61. Ἀντικροτικὰ κλπ.

62. Νήματα καὶ ύφασματα ἐκ τεχνητῶν ινῶν.

63. Τάπητες καὶ ἀλλα ύφασματα.

65. Κλινοσκεπάσματα ἐξ ἔριου.

66. Ράβδοι καὶ εἰδὴ ἐξ ἀλουμινίου.

67. Λεωφορεῖα, αὐτοκίνητα καὶ αὐτοκίνητα ψυγεῖα.

68. Σιδηρονικέλιον.

69. Λιπάσματα.

70. Ξυριστικαὶ λεπίδες.

Π Ι Ν Α Ε Β'.

'Εξακτέων προϊόντων Λιβερίας εἰς Ἐλλάδα.

1. Καουτσούκ.

2. Σιδηρομετάλλευμα.

3. Ευλεία.

4. Ἀδάμαντες.

5. Ἀγροτικὰ προϊόντα.

α. Καφὲς

β. Κακάο

γ. Φοινικέλαιον

δ. Φοινικοπυρῆνες

- ε. Φοινικέλαιον
στ. Φοινικόπιττα.
ι. Πιασσάβα
η. Κασσάβα
θ. Τροπικαὶ δπῶραι
6. Ἰχθύες καὶ γχρίδες.
7. Ἐκρηκτικά.
8. Ζῦθος καὶ οἰνοπνευματώδη ποτά.
9. Χρώματα.
10. "Γαλος.
11. Μάρμαρο καὶ κέραμοι.
12. Εἶδη ἐκ πλαστικοῦ.
13. Καλλυντικὰ καὶ οἰνόπνευμα φαρμακευτικόν.
14. Σιγαρέττα.
15. Ξηρὰ ἡλεκτρικὰ στοιχεῖα.
16. Πυρεῖα.
17. Σάρωθρα καὶ ψῆκτραι.
18. "Επιπλα.
19. Εἶδη χειροτεχνίας.
20. Ειδικὸν ὑφασμα γραβατῶν.
21. Λευκαντικὰ οὐσίαι.
22. Ἐντομοκτόνα.
23. Ἐλαστικὰ ἐπίσωτρα αὐτοκινήτων καὶ προϊόντα ἐξ ἐλαστικοῦ.
24. Μπισκότα.
25. Προϊόντα πετρελαίου καὶ φωταερίου.
26. "Αλευρον.
27. Σάνχαρις.
28. Βιομηχανικὸς σάπων.
29. Ὑποδήματα ἐκ πλαστικῆς ὑλῆς καὶ ἐξ ὑφάσματος.
30. Τσιμέντο.

"Αρθρον Δεύτερον.

"Η διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένη Συμφωνία τίθεται ἐν ἴσχυΐ ἀμα τῇ συμπληρώσει τῶν ἐν τῷ ἐδαφίῳ α' τοῦ ἄρθρου 12 αὐτῆς διαλαμβανομένων προϋποθέσεων, ἐπιφυλασσομένης τῆς ἴσχύος τοῦ ἐδαφίου β' τοῦ ἰδίου ἄρθρου 12 ταύτης.

"Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Μαΐου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ
ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΤΛΟΣ, ΣΠΤΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΤΣΤ. ΛΑΤΣΟΤΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΤΜΠΑΣ, ΣΤΤΛ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΤΛΟΤ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΤΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΠΡΑΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΤΛΟΣ, ΧΑΡ. ΓΕΩΡΓΙΟΠΟΤΛΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΤΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΤΛΟΣ.

"Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους οφραγίς.

"Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαΐου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(3)

'Αριθ. Z4/635.

Περὶ ἐγκρίσεως τροποποιήσεως τῶν ἄρθρων 34 καὶ 55 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

"Ἐχοντες ὑπ' ὅψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 73 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας, ὑπογραφέντος ἐν Νέᾳ Υόρκῃ τὴν 22 Ιουλίου 1946 καὶ κυρωθέντος παρ' ἡμῖν διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 436 ἀπὸ 21.10.1947 Νομοθετικοῦ Διατάγματος, ὅπερ ἐδημοσιεύθη εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 238/30.10.1947 ΦΕΚ, τεύχος Α', ἀποφασίζομεν:

1. Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ τῆς τὴν υἱοθετηθείσαν, ὑπὸ τῆς ἀποφάσεως WHA 26.37 τῆς 2θης Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας κατὰ τὴν δεκάτην πέμπτην Σύνοδον τῆς Ὁλομελείας αὐτῆς τῆς 22ας Μαΐου 1973, τροποποιήσιν τῶν ἄρθρων 34 καὶ 55 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας, δι' ὧν σκοπεῖται ἡ ἀνὰ διετίαν κατάρτισις Προγράμματος καὶ Προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως ἀντὶ τῆς μέχρι τοῦδε ἐτησίας τοιαύτης.

2. Τὸ κείμενον τῶν ἀνωτέρω τροποποιήσεων ἔπειται ἐν πρωτότυφῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

"Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Μαΐου 1974

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΤΕΤΕΝΕΣ
ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΧΑΡΑΛ. ΓΕΩΡΓΙΟΠΟΥΛΟΣ

Article 34.

Le directeur général doit préparer et soumettre au Conseil les rapports financiers et les prévisions budgétaires de l'Organisation.

Article 55.

Le Directeur général prépare et soumet au Conseil les prévisions budgétaires de l'Organisation. Le Conseil examine ces prévisions budgétaires et les soumet à l'Assemblée de la Santé, en les accompagnant de telles recommandations qu'il croit opportunes.

"Αρθρον 34.

"Ο Γενικὸς Διευθυντὴς δέον διπας ἐκπονῇ καὶ ὑποθάλλῃ εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς οἰκονομικὰς ἐκθέσεις καὶ τὰς προβλέψεις ἐπὶ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

"Αρθρον 55.

"Ο Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπιμελεῖται τῆς καταρτίσεως καὶ ὑποθάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς προβλέψεις ἐπὶ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ὀργανώσεως.

Τὸ Συμβούλιον ἐξετάζει τὰς προβλέψεις ταύτας ἐπὶ τοῦ προϋπολογισμοῦ καὶ ὑποθάλλει ταύτας εἰς τὴν Συνέλευσιν Ὑγείας συνοδευομένας ὑπὸ τῶν συστάσεων ἀτινας κρίνει σκοπίμους.